

MONTAUBAN, LE 08 FEV. 2022

M.LUBERT PHILIPPE
VILANGES
82400 CASTELSAGRAT

Réf. : LP/HB/432

LRAR**Objet : Raccordement électrique de la parcelle WB 44 propriété de Mme Maurice**

Monsieur,

En tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité nous portons à votre connaissance le projet de raccordement de la parcelle WB 44 propriété de Mme Maurice. Ces ouvrages sont appelés à cheminer la parcelle cadastrée WB 18 lieu-dit VILANGES situé sur la commune de Castelsagrat pour laquelle vous êtes propriétaire.

Pendant la période d'étude de ce projet nous avons soumis à votre accord amiable l'établissement d'une convention de servitude relative à l'implantation de cet ouvrage. Cette démarche n'a pas abouti à ce jour.

Aussi après obtention de la déclaration d'utilité publique du projet cité en objet. Conformément aux dispositions de l'article R 323-8 du code de l'énergie, nous vous adressons les dispositions projetées, de façon à vous permettre de connaître exactement les sujétions qui seront imposées à votre propriété du fait de l'établissement de l'ouvrage.

En cas de désaccord nous engagerons une procédure administrative de mise en servitude. Cette procédure réserve pleinement vos droits et vous permettra, lors d'une enquête en mairie, de présenter les observations que vous jugerez nécessaires.


En outre, nous vous rappelons qu'aux termes de l'article R323-8 « les propriétaires des fonds sont tenus de faire connaître au pétitionnaire, dans les quinze jours de la notification, les noms et adresses de leurs occupants pourvus d'un titre régulier. » c'est-à-dire les locataires et autres titulaires de droits sur la parcelle à gréver de servitude

En conséquence, nous vous serions obligés de bien vouloir renvoyer, dans les quinze jours de la réception de la présente lettre, l'imprimé ci-joint dûment complété et signé.

Toutefois, nous continuons à être convaincus qu'un accord amiable est préférable à un contraignant recours à la loi et à nos droits. Nous restons à votre disposition pour que cet accord puisse être trouvé. A cette fin vous trouverez ci-joint trois exemplaires de la convention de servitude à nous retourner signée. Si tel était le cas la procédure légale serait immédiatement interrompue.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président,


Jacques GAYRAL